



Bureau
international
du Travail
Genève

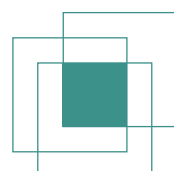
Stratégies de croissance et création d'emplois de qualité



Travailleur transportant un sac de pommes de terre sur le dos, Pérou.

3.1 MODELES DE CROISSANCE ECONOMIQUE ET ECONOMIE INFORMELLE : TROUVER LE DOSAGE POLITIQUE POUR REDUIRE L'INFORMALITE

■ Alors que la croissance économique constitue un élément essentiel pour réduire l'informalité, l'expérience montre qu'il n'existe pas de relation automatique entre elles. En effet, dans certains cas, l'informalité peut persister malgré une croissance économique forte. Cette note entend démontrer que le dosage politique à la base de la croissance économique constitue un facteur déterminant de la manière dont la croissance économique influence l'informalité. Elle défend l'importance de politiques de croissance inclusives et riches en emplois, et, dans la section consacrée aux approches émergentes, nous examinerons toutes sortes de politiques intégrées qui permettent d'y parvenir.



PRINCIPAUX ENJEUX

- La croissance économique ne peut réduire seule l’informalité
 - PNB par habitant et économie informelle
- Tendances récentes de l’informalité
 - Tendances dans l’informalité à la fin du XX^e siècle
 - Tendances dans l’informalité au début du XXI^e siècle
 - Depuis la crise financière

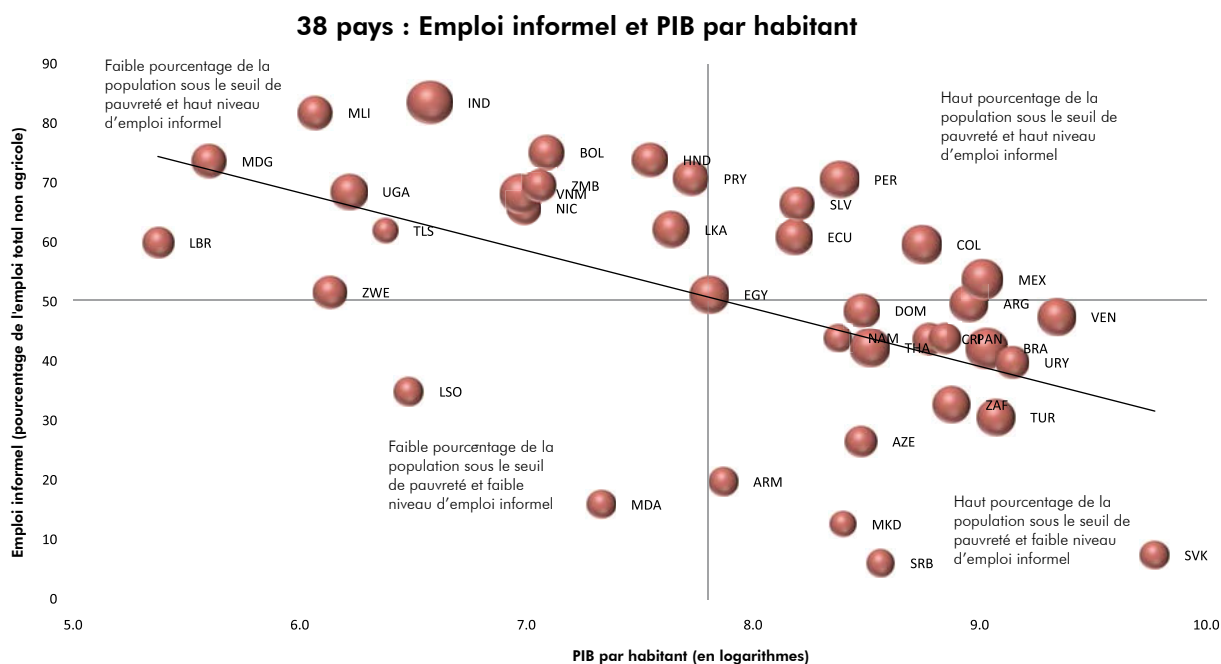
Les premières analyses théoriques de l’économie informelle (ou, comme on les appelait autrefois, secteur informel / secteur traditionnel) défendaient l’idée que l’informalité est un phénomène temporaire qui disparaît dès que les économies se développent et absorbent l’excédent de main d’œuvre. Contrairement aux espérances, l’informalité n’a pas disparu mais s’est plutôt pérennisée, en prenant souvent de nouvelles formes dans les pays développés comme dans les pays en développement. Ce qui est plus préoccupant encore, l’informalité peut devenir insensible à la croissance économique forte et soutenue. Il est devenu de plus en plus évident qu’il existe une relation complexe entre la croissance économique et l’informalité. Cette relation est illustrée par le graphique ci-dessous qui compare l’emploi informel au PIB par habitant.

Qu’est-ce que la croissance économique ?

La croissance économique est définie comme l’extension du potentiel productif de l’économie. La croissance économique annuelle est mesurée par le pourcentage annuel de croissance du produit intérieur brut (PIB). Selon le dosage politique qui la soutient, la croissance économique peut être intensive en capital, ce qui limite la création d’emplois, ou elle peut, à l’inverse, mettre particulièrement l’accent sur l’emploi. Il est probable que le modèle de croissance économique influence le degré de réduction de la pauvreté et le rythme d’amélioration des conditions de vie.

● L’informalité peut progresser malgré la croissance économique

Graphique 1: PIB par habitant et emploi informel



Source de données : BIT, Département de statistique et, FMI, Perspectives de l’économie mondiale

Source : BIT, 2011, Statistical Update on Employment in the Informal Economy.

Ce graphique montre le pourcentage de l’emploi informel dans l’emploi total non agricole et la valeur du revenu par habitant (en logarithmes) pour chaque pays. L’abréviation des noms du pays est utilisée en raison de l’espace limité. L’axe passe à travers les moyennes de l’échantillonnage non pondérées. Une ligne de tendance linéaire est représentée, et la taille des bulles reflète la taille de l’emploi informel total (en logarithmes). Seuls les pays disposant de données sur les individus dans l’emploi informel ont été inclus. Les données du PIB correspondent à la dernière année de données disponible sur l’emploi dans l’économie informelle.

Une manière de comprendre l'influence de la croissance économique durable sur l'importance de l'informalité à long terme est d'examiner la relation entre le PIB par habitant et la structure économique en place. Utiliser l'augmentation du PIB par habitant comme indicateur de la transformation structurelle se justifie s'il existe une relation empirique fiable entre les niveaux du PIB par habitant et un indice de structure économique. Il est possible de supposer que la part des activités informelles dans une économie puisse faire office d'indicateur de la prépondérance d'activités peu productives. Dans ce cas, des augmentations du PIB par habitant devraient nous permettre de retracer l'évolution de l'économie informelle, étant donné qu'un PIB par habitant plus élevé est associé à des niveaux d'économie informelle moins élevés. C'est ce que le graphique ci-dessus tente d'établir. Concrètement, considérons deux pays qui se situent sur la droite d'ajustement – Madagascar et le Brésil. Madagascar affiche un revenu par habitant de 421 (USD au taux de 2010) alors que le Brésil présente un revenu par habitant de 10 721 (USD au taux de 2010). Si on passe de Madagascar au Brésil, la part de l'informalité recule de 75 à 45 %. Combien de temps faudra-t-il à Madagascar pour atteindre le niveau de PIB par habitant du Brésil?

Si le PIB par habitant augmente à un rythme de 7 % par an, le revenu par habitant double en un peu plus de 10 ans. Donc, selon cette règle simple, il faudra plus de 40 ans à Madagascar pour atteindre le niveau du Brésil et le seuil de 45 % d'informalité qui lui est associé. En toute hypothèse, peu de pays au monde – 13 selon la Commission sur la croissance¹ – ont réussi à maintenir une croissance de 7 % pendant deux à trois décennies. En d'autres termes, la probabilité que le pays en développement concerné croisse à un rythme rapide est très faible. Madagascar ne fait pas exception à la règle. Dès lors, s'appuyer sur une stratégie de type 'croissance uniquement' n'est pas particulièrement efficace pour réduire l'informalité dans un laps de temps raisonnable.

Une raison supplémentaire pour ne pas s'attarder sur la seule croissance est que le graphique du rapport entre PIB et informalité montre qu'il existe des écarts considérables avec la droite d'ajustement. Cela veut dire que des pays affichant un niveau de PIB par habitant similaire présentent des variations significatives en termes d'importance de l'informalité. Il existe donc des facteurs spécifiques au pays qui ont trait à une combinaison complexe d'institutions et de politiques qui peuvent permettre à un pays de réduire son niveau d'informalité quel que soit le niveau de revenus par habitant.

Ce graphique illustre d'une manière générale le premier indice montrant que, même si la croissance économique est vitale pour réduire l'informalité, le dosage politique qui la conditionne est tout aussi important. De la même manière qu'il est désormais établi que la croissance économique en elle-même est insuffisante pour réduire la pauvreté, il est clair que la croissance économique en elle-même ne peut faire reculer l'informalité. Il convient donc d'examiner les types de stratégies de croissance économique qui peuvent soit augmenter soit réduire l'informalité. Pour analyser la relation entre la croissance économique et ses effets sur l'économie informelle, cette note posera deux questions:

- 1) Quelles ont été les tendances récentes dans l'informalité et les stratégies de croissance en la matière?
- 2) Quels types de politiques doit-on mettre en oeuvre si l'on veut que la croissance économique réduise l'informalité?

¹ Voir la section Ressources : Commission sur la croissance et le développement, Banque mondiale.

■ **Tendances récentes de l’informalité.** Il est utile d’examiner les tendances récentes de l’informalité pour mieux cerner la notion d’importance critique des politiques entourant et complétant la croissance pour ce qui concerne leur influence sur l’informalité. Cette partie de la note étudie trois périodes générales: les dernières décennies du XX^e siècle, qui ont vu une augmentation du caractère informel, le début du XXI^e siècle qui fut une période de léger déclin de l’informalité, et la période qui suit la crise financière mondiale de 2008 à nos jours.

● **Les dernières décennies du XX^e siècle.** Au cours du XX^e siècle, beaucoup de pays dans le monde ont connu une augmentation de l’économie informelle. Heintz et Pollin, par exemple, montrent que sur un ensemble de 23 pays, 19 ont affiché une augmentation de l’informalité. De même, les données du BIT révèlent que depuis 2002, le travail indépendant a progressé dans toutes les régions en développement. Dans le monde, il est passé d’environ un quart à un tiers de l’emploi non agricole entre 1980 et 2000². En outre, Charmes (2000), s’appuyant sur des données nationales, a démontré que le poids relatif du secteur informel avait augmenté de manière significative dans toutes les régions entre 1980 et 1999³ par rapport à l’emploi non agricole.

Il est important d’examiner l’environnement politique de l’époque pour identifier les facteurs qui ont alimenté cette augmentation. Au cours des dernières décennies du XX^e siècle, de nombreux pays ont adopté des modèles de développement économique fondés sur ce qu’il est coutume d’appeler le ‘consensus de Washington’. Ce modèle mettait l’accent sur une politique monétaire rigoureuse afin de juguler l’inflation, une prudence fiscale, la liberté des marchés et un rôle limité de l’État. L’environnement politique soutenait l’idée du libre-échange, de la libéralisation financière, de la dérégulation du marché, de la privatisation, d’une plus grande flexibilité des marchés du travail, de la sous-traitance de la production et de la croissance du travail temporaire et occasionnel⁴. Ces principes politiques ont souvent été à l’origine d’une croissance économique la composante «emploi» était très faible. De surcroît, le type d’emplois créé était souvent de faible qualité – petits salaires et peu de réglementation – et souvent dans l’économie informelle. L’analyse d’une stratégie de croissance de ce type a révélé que sans mettre l’accent explicite sur l’augmentation de la demande de travail, l’économie ne génère pas autant de postes que nécessaire, et qu’elle n’a pas davantage d’incidence majeure sur la réduction de la pauvreté et de l’informalité⁵. Étant donné que le travail est la première source de revenu pour les pauvres, des emplois faiblement rémunérés et insuffisamment productifs signifient que les pauvres ne seront pas en mesure de gagner assez pour se sortir, eux et leur famille, de la pauvreté. On constate donc que la période d’extension de l’informalité dans de nombreux pays et de nombreuses régions du monde est allée de pair avec des décisions politiques qui prônaient des modèles économiques orientés vers le libre-échange⁶.

● **Tendances dans l’informalité au début du XXI^e.** Alors que l’informalité a augmenté au cours des dernières décennies du XX^e siècle, le début du XXI^e siècle – une époque de prospérité économique mondiale – a vu un léger recul

● L’informalité a progressé dans de nombreuses régions du monde à la fin du XX^e siècle, qui a également été une période d’adoption de modèles néo-classiques

2 Ces estimations ont été publiées avant la mise au point de méthodes directes de collecte de données sur l’économie informelle. En l’absence d’estimations directes, les travailleurs établis à leur compte – une composante majeure de l’emploi dans l’économie informelle – était une indication utile du niveau d’informalité. Pour plus de détails, voir la note Mesures statistiques.

3 Voir Charmes, J. 2000, *Size, Trends and Productivity of Women’s Work in the Informal Sector*, document présenté à la Conférence annuelle d’IAFFE, Istanbul, 15-17 août.

4 Voir la section Ressources : Chen, M. Vanek, J. Heintz, J. 2006, *Informality Gender and Poverty: A global picture*, *Economic and Political Weekly*, mai 27 2006, 2121-2139.

5 Ibid.

6 Voir la section Ressources : Heintz et Polin 2005.

La pauvreté au travail comme indicateur de l'informalité

La pauvreté au travail est un indicateur utile quand on se penche sur l'informalité ; d'abord, parce que le principal problème lié à l'emploi dans les pays en développement est moins un problème de généralisation du chômage (les pauvres sont trop pauvres pour ne pas travailler) mais plutôt de sous-emploi massif et de pauvreté au travail; ensuite, parce qu'être un travailleur pauvre va fréquemment de pair avec un travail informel. Bien que certaines activités de l'économie informelle offrent des conditions de vie raisonnables et un revenu, la plupart des travailleurs de l'économie informelle sont exposés à des salaires incertains et à un manque de travail décent. De nombreux travailleurs de l'économie informelle, dont les indépendants, les travailleurs familiaux contributeurs non payés et ceux qui sont actifs dans de très petites entreprises, disposent souvent d'un revenu moindre et sont plus menacés de pauvreté que ceux qui travaillent dans l'économie formelle. Il existe donc des liens étroits entre informalité et pauvreté au travail.

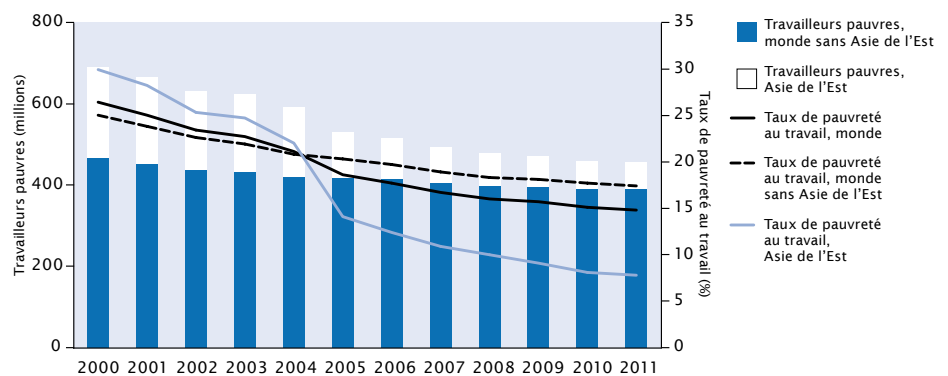
Voir également la note sur les défis statistiques

de l'informalité . Preuves en sont les données suivantes de l'indicateur de la pauvreté au travail, l'indicateur d'emploi vulnérable et les estimations directes.

Pauvreté au travail

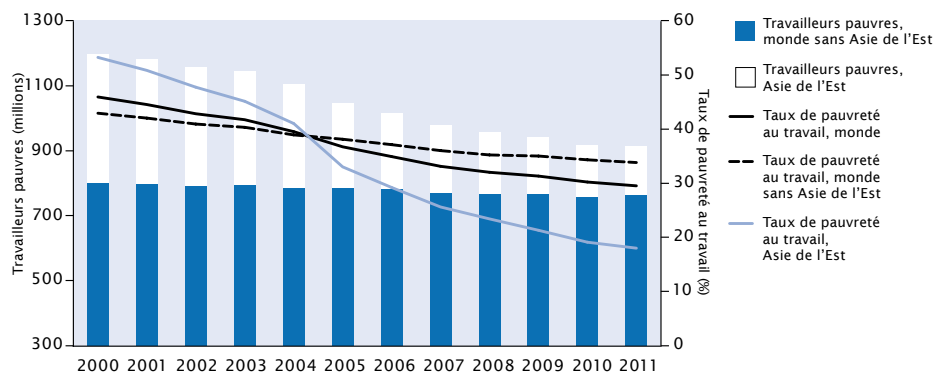
De récentes données du BIT datant de 2012 (voir les graphiques 2 et 3 ci-dessous) sur la pauvreté au travail indiquent quelques progrès au cours de la dernière décennie, mais les taux et les niveaux de pauvreté au travail demeurent excessivement élevés. Comme le montrent les graphiques ci-dessous, la pauvreté extrême au travail a diminué (personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 1,25 dollar EU par jour)⁷. De même, le nombre de personnes vivant avec moins de 2 dollars EU par jour – principalement en raison du recul de la pauvreté a diminué en Asie de l'Est et en Chine⁸.

Graphique 2: Tendances mondiales de la pauvreté au travail 2000-11 (1,25 dollar EU par jour)



Note: les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.
Source : Tendances mondiales de l'emploi 2012

Graphique 3: Tendances mondiales de la pauvreté au travail 2000-11 (2 dollar EU par jour)



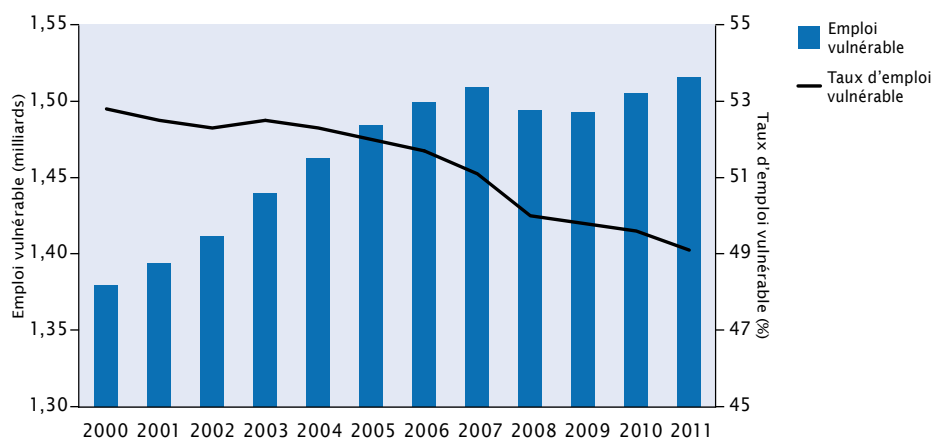
Note: les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.
Source : Tendances mondiales de l'emploi 2012

7 Voir la section Ressources : BIT 2012, Tendances mondiales de l'emploi 2012, page 46.
8 Voir la section Ressources : BIT 2012, Tendances mondiales de l'emploi 2012, page 46.

Emploi vulnérable

Le graphique 4 montre une tendance baissière du taux d'emploi vulnérable mondial (défini comme les travailleurs établis à leur propre compte et les travailleurs familiaux non rémunérés), qui s'est établi à 49,1 pour cent, contre 52,8 pour cent en 2000⁹. Mais cette modeste diminution n'a pas été suffisante pour empêcher le nombre absolu de travailleurs dans l'emploi vulnérable d'augmenter de près de 23 millions d'individus depuis 2009, en raison d'une expansion ininterrompue de la main-d'œuvre dans les pays où les conditions de l'emploi vulnérable sont les plus répandues¹⁰

Graphique 4 Tendances mondiales de l'emploi vulnérable 2000-11



Note: les chiffres pour 2011 sont des estimations préliminaires.
Source : Tendances mondiales de l'emploi 2012

Estimations directes de l'importance de l'informalité

Le BIT dispose de données chronologiques pour 15 pays qui montrent l'emploi informel total, l'emploi dans le secteur informel et l'emploi informel hors du secteur informel comme part de l'emploi non agricole à 2 ou 3 dates : en ou vers 2000, 2005 et 2010 (voir le tableau 1 ci-dessous). Cet échantillon de 15 pays n'est pas suffisamment important pour être représentatif. Les données disponibles suggèrent cependant que, dans les pays en développement, l'emploi informel total augmente dans certains pays comme la Zambie et l'Inde, diminue dans les pays à revenu moyen et élevé (Amérique latine, sauf Mexique, et Thaïlande); et que l'emploi augmente dans le secteur informel des pays en transition¹¹.

L'emploi vulnérable comme indicateur de l'informalité

Un autre indicateur utile quand on se penche sur l'informalité est l'indicateur d'emploi vulnérable qui tient compte du total des travailleurs établis à leur compte et des travailleurs familiaux non rémunérés. Cet indicateur fournit un aperçu des tendances en matière de qualité de l'emploi. La proportion importante de travailleurs en situation d'emploi vulnérable est révélatrice de l'existence, à grande échelle, du travail régi par des dispositions informelles, qui privent habituellement les travailleurs d'une protection sociale, de mécanismes de dialogue social et de droits fondamentaux.

Comme le notait le rapport Tendances mondiales de l'emploi 2010, l'indicateur d'emploi vulnérable présente certaines lacunes:

- 1) un emploi rémunéré et salarié n'est pas forcément synonyme de travail décent, certains travailleurs pouvant être porteurs d'un risque économique élevé tout en ayant un emploi salarié;
- 2) bien qu'ils soient vulnérables, les chômeurs ne sont pas pris en compte dans l'indicateur;
- 3) un travailleur peut être classé dans l'un des deux groupes en situation de vulnérabilité sans pour autant être porteur d'un risque économique élevé, en particulier dans les économies développées.

Voir également la note sur les mesures statistiques

● Des estimations directes de l'importance de l'informalité montrent son léger recul au début du XXI^e siècle

⁹ Ibid.

¹⁰ Ibid.

¹¹ BIT et WIEGO (à paraître), Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Update 2012.

Tableau 1: Emploi informel non agricole et ses composantes – Série chronologique

| Pays | Année (trimestre) | Emploi informel | Emploi dans le secteur informel | Emploi informel hors du secteur informel |
|----------------------|-------------------|--|---------------------------------|--|
| | | en % du total de l'emploi non agricole | | |
| Argentine | 2003 (IV) | 60,8 | 35,5 | 25,5 |
| | 2005 (IV) | 57,0 | 33,4 | 23,7 |
| | 2009 (IV) | 49,7 | 32,1 | 17,9 |
| Équateur | 2005 (IV) | 65,7 | 40,2 | 26,0 |
| | 2009 (IV) | 60,9 | 37,3 | 24,0 |
| Mexique | 2005 (II) | 53,2 | 34,9 | 19,1 |
| | 2009 (II) | 53,7 | 34,1 | 20,2 |
| Panama | 2005 (Aug) | 48,2 | 30,6 | 17,7 |
| | 2009 (Aug) | 43,8 | 27,7 | 16,3 |
| Pérou | 2005 | 76,3 | 52,7 | 24,0 |
| | 2009 | 69,9 | 49,0 | 21,7 |
| Uruguay | 2006 | 43,4 | 37,4 | 10,8 |
| | 2009 | 39,8 | 33,9 | 9,8 |
| Afrique du Sud | 2001 | 46,2 | 24,6 | 21,6 |
| | 2005 | 39,1 | 20,3 | 18,8 |
| | 2010 (IV) | 32,7 | 17,8 | 14,9 |
| Zambie | 2005 | 59,4 | | |
| | 2008 | 69,5 | | |
| Turquie (a) | 2005 | | 44,0 | |
| | 2009 | | 46,2 | |
| Moldavie, Rép. de | 2005 | 19,4 | 6,3 | 13,1 |
| | 2009 | 15,9 | 7,3 | 8,6 |
| Fédération de Russie | 2000 | | 8,2 | |
| | 2005 | | 13,0 | |
| | 2010 | | 12,1 | |
| Ukraine | 2000 | | 7,0 | |
| | 2005 | | 7,8 | |
| | 2009 | | 9,4 | |
| Inde | 1999-2000 | 80,4 | 67,7 | 13,5 |
| | 2004-2005 | 83,5 | 68,8 | 15,4 |
| | 2009-2010 | 83,6 | 67,5 | 16,8 |
| Sri Lanka (b) | 2006 | 62,2 | 51,0 (c) | 11,6 (d) |
| | 2009 | 61,8 | 49,8 (c) | 12,0 (d) |
| Thaïlande | 2006 | 42,6 | | |
| | 2010 | 41,9 | | |

(a) Employeurs et travailleurs indépendants uniquement.

(b) Hormis les provinces du nord et de l'est.

(c) Y compris les employés domestiques et les producteurs de biens destinés exclusivement à une utilisation finale par le ménage.

(d) Hors les employés domestiques et les producteurs de biens destinés exclusivement à une utilisation finale par le ménage.

Note: en raison de l'existence de certains emplois salariés formels dans le secteur informel, l'emploi informel total dans certains pays est légèrement inférieur à la somme de l'emploi dans le secteur informel et de l'emploi informel hors du secteur informel.

Source : BIT et WEIGO (à paraître), Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Update 2012.

Nous concluons donc de ces diverses sources que le dernier modèle, au moins jusqu'à l'apparition de la crise financière mondiale en 2008, présente une tendance à un léger déclin de l'informalité. Il est important de noter que cette trajectoire décroissante de l'informalité correspondait à une période de prospérité économique mondiale. Au cours de la période 2000-2007, on a estimé que le PIB mondial avait progressé de 4,2 pour cent, par rapport à 3,1 pour cent pendant les huit années précédentes (1992 - 1999)¹². Les économies émergentes et en développement ont affiché des taux de croissance économique particulièrement élevés, en moyenne 6,5 pour cent entre 2000 et 2007, contre 3,6 pour cent entre 1992 et 1999¹³. Malgré une croissance économique soutenue dans de nombreuses régions du monde, l'impact sur la réduction de l'informalité a été étonnamment faible. Bien qu'une évaluation des diverses stratégies de croissance mise en place pendant cette période dans le monde dépasse le cadre de cette note, cette constatation suggère une fois de plus que la croissance économique seule est insuffisante pour faire reculer l'informalité.

- **Tendances dans l'informalité : de 2008 à aujourd'hui.** En ce qui concerne la période la plus récente depuis la crise financière mondiale, l'incidence à long terme de l'importance de l'économie informelle reste à déterminer. L'épicentre de la crise était situé dans les pays à revenu élevé, les économies émergentes et les économies en développement étant moins touchées et se redressant parfois plus rapidement¹⁴. Les chiffres provenant des agrégats par pays montrent une décélération universelle de la croissance et on peut supposer au moins un ralentissement du taux de réduction de la pauvreté dans de nombreux pays en développement¹⁵. Il est plus que probable que les circonstances ont entraîné un ralentissement du déclin de l'informalité mais l'incidence précise de l'importance de l'économie informelle dans différents pays doit encore être établie¹⁶. Étant donné qu'il semble exister un lien étroit entre l'environnement politique de la croissance et son effet sur l'économie informelle, il s'ensuit que certains facteurs entreront en jeu lors de la détermination de l'incidence de l'économie informelle dans chaque pays, notamment la manière dont la crise s'est transmise à des pays spécifiques, le secteur touché et surtout les réactions politiques pour adoucir la crise.

● L'incidence de la crise financière mondiale sur l'informalité dans différents pays dépend de la manière dont la crise s'est transmise, dont les secteurs ont été touchés et des réponses politiques pour adoucir la crise

Ces tendances et ces données sur l'informalité donnent un aperçu de la relation complexe entre croissance et informalité. L'économie informelle a progressé pendant les dernières décennies du XX^e siècle, une époque d'adoption de modèles économiques néo-classiques dans de nombreux pays. La tendance la plus récente (les premières années du XXI^e siècle) a

12 Données extraites de FMI, Perspectives de l'économie mondiale, page 208. <http://www.imf.org/external/french/pubs/ft/weo/2010/01/pdf/textf.pdf>

13 Ibid.

14 Majid, N 2011, The Global Recession of 2008-09 and Developing Countries in From the Great Recession to Labour Market Recovery: Issues Evidence, and Policy Options, I. Islam, S. Verick (eds), BIT, Genève, 2011.

15 Ibid.

16 Abstraction faite de savoir dans quelle mesure la crise a favorisé l'économie informelle, il est clairement prouvé que la crise a fortement touché certains groupes. Par exemple, WIEGO/ *Inclusive Cities research from Asia, sub-Saharan Africa and Latin America* montre que dans quatre secteurs informels, la tendance en matière de revenus et d'emploi au cours de la crise - demande et salaires en baisse aggravés par une concurrence croissante, est la plus forte dans les secteurs et les sous-secteurs qui paient le moins bien et qui ont de faibles freins à l'entrée où se concentrent les femmes. La crise aggrave la charge de travail rémunéré et non rémunéré des femmes. Par conséquent, la vulnérabilité socio-économique des femmes pauvres qui travaillent s'est détériorée suite à la crise. Pour plus de détails, voir la section Ressources : Horn, Z.E., 2010, *The effects of the global economic crisis on women in the informal economy: research findings from WIEGO and Inclusive cities partners*, dans *Gender and Development*, Volume 18, Issue 2, 2010.

pris la forme d'une courbe descendante de l'informalité à un moment de prospérité économique considérable dans le monde. Mais ce déclin a été relativement modéré. Et les tendances liées à la crise financière mondiale et au-delà sont encore à déterminer. Ce que ces périodes montrent clairement en revanche c'est que si la croissance économique demeure essentielle, elle n'est manifestement pas suffisante en elle-même pour réduire l'informalité. Cette affirmation est corroborée par l'étude de Heintz et Pollin dans 20 pays, qui démontre que la croissance *réduira le rythme auquel l'informalisation progresse dans les pays en développement, mais que la croissance en elle-même ne peut créer un environnement favorable au recul réel de l'informalisation*. L'étude a également permis de montrer que le taux croissant d'informalisation va de pair avec un taux moyen positif de croissance économique. Et enfin, nombre d'éléments de preuves suggèrent qu'en tenant compte de facteurs cycliques de court terme, un taux élevé de croissance économique va de pair avec, soit une diminution de l'informalisation, soit un taux plus faible d'augmentation de l'informalisation¹⁷.

17 Voir la section Ressources : James Heintz et Polin, 2005, "Informalization, economic growth, and the challenge of creating viable labor standards in developing countries", dans Neema Kudva et Lourdes Beneria (eds).

- **La nécessité d'une approche politique intégrée**
- **Domaine politique 1: stratégies de croissance et création d'emplois de qualité**
 - Mettre l'emploi au centre des politiques économiques et sociales
 - Réorienter les politiques macro-économiques
 - Réforme du secteur monétaire et financier
 - Politique de taux de change
 - Investissements publics, accès aux actifs publics et politique fiscale
 - Politique sectorielle
- **Domaine politique 2: le cadre réglementaire**
- **Domaine politique 3: dialogue social, organisation et représentation**
- **Domaine politique 4: promotion de l'égalité et lutte contre la discrimination**
- **Domaine politique 5: soutien au développement de l'entrepreneuriat**
- **Domaine politique 6: extension de la protection sociale**
- **Domaine politique 7: stratégies de développement local**

La section précédente a tenté de démontrer que les politiques qui soutiennent la croissance économique sont essentielles pour comprendre les conséquences sur l'informalité. La section suivante répondra à la seconde question posée dans l'introduction: Quels types de politiques doivent être mis en œuvre si la croissance économique doit réduire l'informalité? Cette section examinera sept domaines politiques généraux, qui sont autant de voies vers la formalité (et qui structurent aussi ce Guide).

■ **La nécessité d'une approche politique intégrée.**

L'informalité se manifeste très différemment selon les pays, de sorte que le dosage politique pour réduire son importance doit être adapté aux moteurs particuliers présents dans les différents marchés du travail. L'expérience au niveau d'un pays montre l'importance de certains éléments dans la réduction de l'informalité: s'assurer que la politique de l'emploi est intégrée aux stratégies de croissance et non un élément accessoire de la croissance économique, et développer une stratégie explicite visant à réduire l'étendue de l'informalité. Les exemples ci-dessous de l'Argentine et du Brésil – deux pays qui ont réussi avec succès à réduire leur informalité et ont récemment enregistré une croissance de la création d'emplois formels – illustrent ces éléments.

Argentine – politiques publiques contre l’informalité

L’Argentine offre un exemple de stratégie explicite développée par le ministère de l’Emploi, avec le soutien du BIT, qui est parvenue à inverser les tendances à l’augmentation de l’informalité après la crise économique de 2001. Dans le contexte d’une forte croissance de l’emploi, l’emploi salarié non déclaré a reculé 43 à 39 pour cent entre 2004 et 2007. Principales leçons:

- la stratégie de transition vers la formalité devrait être intégrée au cœur de la stratégie d’emploi et de travail suivie par le gouvernement et non gérée comme un projet indépendant;
- la réduction de l’informalité a été conçue comme un défi et une priorité majeure;
- la stratégie appliquée était cohérente avec le cadre politique publique et assurait la promotion de partenariats sociaux; et
- la mise en œuvre a fait l’objet d’un suivi et d’une évaluation périodique.

Le BIT prônait une stratégie intégrée dans le Programme de promotion du travail décent du pays selon six axes: donner priorité à l’emploi dans la stratégie de croissance; définir une politique et un cadre réglementaire cohérents; renforcer l’inspection et l’administration du travail; promouvoir l’enseignement et la sensibilisation aux problèmes que pose l’économie informelle; étendre la protection sociale à l’économie informelle; promouvoir les acteurs sociaux et les partenariats public-privé.

Source: BIT 2010, Politiques d’emploi pour la justice sociale et une mondialisation équitable; rapport relatif à la question récurrente sur l’emploi, Conférence internationale du Travail, 99e session, 2010.

La croissance de l’informalisation au Brésil dans les années 2000

Au cours des années 1980 et 1990, la croissance nulle et les récessions économiques ont fait gonfler les économies informelles dans de nombreux pays d’Amérique latine. Dans les années 2000, le Brésil a toutefois vu une inversion significative de cette tendance et une augmentation de l’informalisation. Plusieurs raisons expliquent ce phénomène:

1) L’environnement macro-économique.

Les performances macro-économiques au cours des années 2000 ont été favorables à l’augmentation des emplois formels. Les analystes ont suggéré l’existence d’une relation étroite et positive entre les évolutions du taux de change réel et le taux de chômage¹⁸. La hausse de la devise du pays au cours des années 1990 a entraîné une dévaluation en 1999. Après la dévaluation et jusqu’en 2005, le taux de change réel est demeuré très concurrentiel et a dès lors dynamisé les exportations et protégé les industries nationales contre les importations. De nouveaux emplois ont été créés, en particulier dans le secteur de l’exportation, mais aussi dans l’industrie manufacturière sensible à la concurrence étrangère. Entre 2000 et 2008, les emplois formels ont augmenté de manière significative dans de nombreux secteurs, dont l’industrie minière, l’agriculture et la pêche, ainsi que l’industrie manufacturière.

Tout aussi importants furent les efforts de redistribution des fruits de la croissance. Le programme Bolsa Familia, qui couvre près d’un quart de la population, a été un mécanisme important d’une plus grande généralisation de la croissance. Le programme, ainsi que les habitudes de consommation de l’importante classe moyenne brésilienne, a entraîné la demande intérieure et dynamisé la consommation et la croissance économique.

18 Frenkel.R et Ros.J. 2006, Unemployment and the Real Exchange Rate in Latin America World Development 34(4):631-646.

2) La loi *Simples Nacional*

En 1996, le gouvernement a instauré un nouveau système d'exemption et de simplification fiscales pour les petites et micro-entreprises connu sous le nom de *Simples Nacional*. Il comprend un barème fiscal progressif et la simplification de la perception de l'impôt. Les analyses imputent au programme la formalisation de quelque 500.000 micro-entreprises entre 2000 et 2005, qui représentent 2 millions d'emplois¹⁹. La formalisation d'entreprises a conduit à la création de cercles vertueux: on pouvait facilement créer des sociétés, elles avaient alors un meilleur accès au financement officiel et au crédit, ce qui a amélioré leur viabilité et, étant des entreprises légitimes, il était beaucoup plus dangereux pour elles de ne pas enregistrer leurs travailleurs.

3) Réduction de la pression due à l'offre de travail

Les tendances démographiques ont montré une baisse des taux de fertilité et une réduction du nombre de jeunes accédant au marché du travail. Cette dernière n'est pas seulement due à une baisse du taux des naissances, mais aussi à une plus grande scolarisation des jeunes.

4) Meilleure inspection du travail et nouvelles approches de la formalisation

Une meilleure inspection du travail – non en raison d'un plus grand nombre d'inspecteurs mais bien de changements de structure des incitations – et de nouvelles méthodes de réalisation des objectifs ont été mises en place au milieu des années 1990. Le nouveau système a conduit à une augmentation du nombre de travailleurs enregistrés suite à une inspection.

5) Plus de respect de la loi.

Des segments de l'économie informelle, en particulier le travail domestique, ont fait l'objet d'une formalisation accrue au cours des années 1990, alors que les lois sur l'emploi les en excluaient traditionnellement. La Constitution de 1988 a entraîné un plus grand respect de la loi et a mis de nombreux travailleurs en position d'exercer leurs droits.

Le gouvernement brésilien a également mis en place d'autres mesures pour soutenir la tendance croissante à la formalisation, notamment la réduction des cotisations sociales pour les employeurs de travailleurs domestiques grâce à des crédits d'impôt, l'augmentation du salaire minimum pour stimuler la demande intérieure et la loi de 2009 sur l'entreprise unipersonnelle, qui facilite l'enregistrement des micro-entreprises et réduit les cotisations sociales pour les travailleurs établis à leur compte.

Source : Berg, J., *Laws or Luck? Understanding Rising Formality in Brazil in the 2000s*, dans *In Regulating for Decent Work: New Directions in labour market regulation* (ed. Lee, S. ad McCann, D.) (BIT et Palgrave MacMillan 2011).

Les exemples du Brésil et de l'Argentine montrent clairement qu'il est improbable que des politiques ponctuelles parviennent à réduire durablement l'importance de l'informalité. Au contraire, il convient d'adopter une approche globale, comprenant l'ensemble des domaines politiques et être cohérents dans les mesures prises. Cette approche globale – définie pour la première fois lors des débats de la Conférence internationale du Travail de 2002 sur le travail décent et l'économie informelle – a été précisée dans sept domaines politiques généraux, qui indiquent les voies multiples qui mènent à la formalisation. Ces domaines politiques sont: i) les stratégies de croissance, ii) le cadre réglementaire, iii) le dialogue social, l'organisation et la représentation, iv) la promotion de l'égalité et la lutte contre la discrimination, v) les mesures de soutien à l'entrepreneuriat, vi) l'extension de la protection sociale et vii) les stratégies de développement local. Chacun de ces domaines sera abordé ci-dessous, mais le lecteur est invité à examiner des approches plus précises dans les notes techniques spécifiques de ce Guide.

¹⁹ Delgado, Guilherme, Ana Carolina Querino, André Campos, Fábio Vaz, Leonardo Rangel et Matheus Stivali (2007) "Avaliação do Simples: Implicações à formalização previdenciária," IPEA, Texto para Discussão no. 1277.

■ **Domaine politique 1:** stratégies de croissance et création d'emplois de qualité.

● Les politiques macro-économiques doivent être orientées vers la croissance de l'emploi, la réduction de la pauvreté ainsi que la stabilité macro-économique

- **Mettre l'emploi au centre des politiques économiques et sociales.** Ce premier domaine politique couvre les politiques macro-économiques qui facilitent la transition vers la formalité, notamment la centralisation des politiques d'emploi dans des cadres macro-économiques. En tout premier lieu, faire reculer l'informalité signifie replacer l'emploi au centre des politiques économiques et sociales par la promotion de cadres macro-économiques favorables à l'emploi et faire des secteurs productifs de l'économie la priorité des stratégies de réduction de la pauvreté (SRP)²⁰. Orienter des investissements nationaux et étrangers adéquats vers les secteurs de l'économie qui augmentent l'absorption de main-d'œuvre et améliorent la productivité de l'économie rurale et urbaine constitue le principal élément de la réduction de la croissance de l'informalité.
- **Réorienter les politiques macro-économiques.** Ensuite, s'attaquer au problème de l'économie informelle signifie réorienter la politique macro-économique. Il faut s'efforcer d'atteindre les objectifs de croissance de l'emploi et de réduction de la pauvreté en conservant une stabilité macro-économique. Le but avoué du nouveau cadre macro-économique devrait être d'augmenter la productivité, de faciliter la transformation économique et d'augmenter l'offre d'emplois formels, tout en améliorant la capacité des travailleurs à occuper ces emplois²¹. Dès lors, la politique macro-économique devrait se concentrer sur la création d'un environnement économique favorable à la création d'emplois, à la mobilisation et à l'allocation des ressources et à la transformation économique. Cette démarche n'est pas sans conséquences pour la politique de la banque centrale, la politique et la régulation financières, la politique industrielle et la politique fiscale. Ainsi, la politique de la banque centrale de certains pays pourrait, par exemple, être réorientée dans le sens de l'effort de développement général coordonné par le gouvernement plutôt que dans celle d'une entité complètement indépendante, tout en conservant une autonomie suffisante pour assurer son rôle stabilisateur²². En outre, le secteur financier doit beaucoup plus soutenir le développement économique et la croissance qu'à présent.
- **Réforme du secteur monétaire et financier.** La politique monétaire appliquée peut avoir une incidence directe sur deux contraintes essentielles pour les travailleurs de l'économie informelle: (1) le développement des marchés intérieurs et (2) l'accès à des actifs de production (via le crédit et les institutions financières)²³. Pour générer de meilleures perspectives d'emploi, la politique monétaire doit encourager l'investissement dans des actifs de production, faciliter le développement des marchés et maintenir la stabilité macro-économique. Une politique monétaire inadéquate limitera la croissance économique et l'investissement et, par conséquent, hypothéquera les efforts de création de meilleures perspectives d'emploi. C'est pourquoi il est important d'examiner quelle politique monétaire convient le mieux aux objectifs de développement que sont l'amélioration de l'emploi et la réduction de la pauvreté²⁴. Une politique monétaire restrictive peut affecter le

20 Voir Heintz, J. et Pollin, R. 2008, Targeting employment expansion, economic growth and development in Sub-Saharan Africa: Outlines for an alternative economic programme for the region, (Addis Ababa: UNCEA).

21 Voir BIT 2009, The informal economy in Africa: Promoting transition to formality - Challenges and strategies, BIT, Genève, p.21.

22 Voir Epstein, G.; Heintz, J. ; Ndikumana, L. and Chang, G., 2010, *Employment, Poverty and Economic Development in Madagascar: A Macroeconomic Framework*, Document de travail, Secteur de l'emploi, BIT, Genève.

23 Voir J. Heintz, 2009, *Employment, Poverty, and Economic Policy in the Context of Widespread Informality*, document préparé pour le Séminaire sur le travail décent dans les stratégies de réduction de la pauvreté et les cadres de développement nationaux, BIT, 15 - 17 décembre, Turin, p.10.

24 Voir G. Epstein 2009, *Rethinking Monetary and Financial Policy*, Document de travail, Secteur de l'emploi, n° 37, BIT, Genève.

potentiel de production de l'économie en limitant l'accès aux ressources de production et à l'investissement. Des services financiers et de prêt peuvent jouer un rôle décisif en permettant aux entreprises, dont les petites entreprises informelles, d'acquérir et d'accumuler des actifs de production. Des politiques monétaires qui visent à réduire l'inflation au niveau le plus bas possible influencent le coût du crédit dans l'ensemble de l'économie car elles poussent les taux d'intérêt réels à la hausse. Le rationnement du crédit est largement répandu dans la plupart des pays en développement et des freins à la croissance du crédit, imposés par un régime monétaire restrictif, peuvent aggraver ce problème. Des outils macro-économiques, comme des réserves obligatoires fondées sur des actifs, des banques de développement et des garanties de prêt, devraient être créés pour soutenir des secteurs prioritaires à haut facteur multiplicateur d'emplois, en vue d'orienter les investissements et de mobiliser simultanément des ressources en faveur des secteurs à haute valeur ajoutée et grands pourvoyeurs d'emplois.

- **Politiques de taux de change.** En raison de l'hétérogénéité de l'économie informelle, l'effet d'une politique de taux de change peut se révéler incertain pour les acteurs de l'économie informelle. Un taux de change concurrentiel grâce à la gestion des dévaluations pourrait menacer les conditions de vie des détaillants de produits importés de l'économie informelle, en particulier s'ils ne sont pas en mesure de répercuter les augmentations de prix ou si la demande de leurs produits est hautement sensible à l'évolution des prix. Dans le même temps, des entreprises informelles pourraient bénéficier d'une dévaluation concurrentielle si elles offrent leurs biens et leurs services à des secteurs orientés vers l'import-export. De même, un système de changes qui maintient un taux concurrentiel pourrait indirectement soutenir une croissance plus rapide du marché intérieur si les secteurs orientés à l'exportation ou ceux soumis à la concurrence des importations constituent une source importante de revenus pour d'autres segments du marché de l'emploi. Dans ce cas, la croissance de ces secteurs pourrait également mener à une croissance du marché intérieur à mesure que les revenus et le pouvoir d'achat progressent.
- **Investissements publics, accès aux actifs publics et politique fiscale.** Les investissements publics sont essentiels pour l'augmentation de la productivité, l'amélioration de l'accès au marché et la réduction des obstacles physiques à la mobilité. Une infrastructure économique déficiente et un accès limité aux services publics augmentent les frais d'exploitation des entreprises informelles, limitent leurs possibilités de satisfaire aux normes de qualité, réduisent leur accès aux marchés et leur productivité (en raison de niveaux de soins et d'éducation lacunaires). En ce qui concerne le financement de tels investissements, le budget national constitue le principal outil que les gouvernements maîtrisent. En outre, une approche des travaux d'infrastructure à haute intensité de main d'œuvre est devenue un élément important des stratégies de création d'emplois dans de nombreux pays en développement à faibles salaires qui disposent d'une offre de main d'œuvre excédentaire. Des politiques d'emploi bien gérées se sont avérées être une alternative viable et économique aux politiques visant l'équipement parce qu'elles engendrent des résultats de bonne qualité, permettent des économies – en particulier en termes de devises étrangères – et peuvent générer des productions de haut niveau, à condition d'être introduites dans un environnement institutionnel approprié²⁵. L'électrification, la construction de routes en zones rurales, de centres de formation et de santé ou de marchés publics ont un impact sur la productivité privée et les revenus des petits producteurs. La question de la productivité est importante parce que le niveau de productivité limitera finalement les revenus personnels et les conditions de vie des ménages. C'est pourquoi des obstacles au potentiel

25 Voir David Tajman et Jan de Veen 1998, *Employment-Intensive Infrastructure Programmes: Labour Policies and Practices*, BIT, Genève.

d'amélioration de la productivité et des revenus des travailleurs informels constituent un ensemble de facteurs qui pérennisent les bas revenus. Des augmentations de la productivité sont nécessaires, mais pas suffisantes, pour assurer une amélioration durable des conditions de vie. Une productivité plus élevée n'augmentera pas les revenus si, par exemple, elle se traduit par des termes de l'échange moins favorables pour les indépendants informels en raison d'ajustements de prix pernicieux. Toutefois, des améliorations de la productivité permettent de meilleurs revenus.

En ce qui concerne les politiques fiscales, les responsables politiques doivent développer des mesures appropriées qui ne surchargeront pas différents types de sociétés comme les micro-entreprises et les petites et moyennes entreprises. Des vacances fiscales et des systèmes de taxation progressifs qui permettent des taxes moins élevées pour les petites entreprises constituent un élément important d'une politique de soutien visant la sortie de l'informalité. Le cas des lois simplifiées au Brésil (voir l'encadré sur le Brésil) est un bon exemple de politique fiscale taillée sur mesure pour les besoins des entreprises de différentes tailles afin d'encourager le respect des règles fiscales.

- **Politique sectorielle.** Adopter une approche sectorielle et sous-sectorielle pour encourager la sortie de l'informalité peut contribuer à identifier clairement les secteurs et sous-secteurs où la part de l'informalité prédomine, par exemple dans l'agriculture et les services, et à développer les réponses politiques adéquates. De nombreux pays, en particulier en Amérique latine, ont pris des mesures en vue de placer le sous-secteur des travailleurs domestiques sous la protection de la loi et donc de promouvoir la transition vers la formalité.

Il est également important d'adopter une approche sectorielle pour identifier des secteurs particulièrement dynamiques et porteurs de croissance pour la politique nationale. En cherchant à garantir un marché de l'emploi complet et productif, de nombreux pays en développement se posent une foule de questions politiques fondamentales, notamment: *Quels devraient être les secteurs prioritaires pour la création d'emplois? Quelles mesures et quelles réformes de la politique industrielle pourraient accélérer une croissance propice à l'emploi ?* Des pays développent de nouveaux cadres d'analyse et de politiques pour explorer les contraintes et les occasions d'améliorer (i) la composante emploi de la croissance et (ii) la mesure dans laquelle les travailleurs pauvres ou sans emploi sont capables de recueillir les fruits du développement économique²⁶.

Pour promouvoir des modèles de croissance axés sur l'emploi, il est crucial de donner un aperçu de la structure de l'emploi dans chaque secteur et quelques informations de base concernant: (i) le potentiel de création d'emploi dans chaque secteur et (ii) les liens en amont et en aval pour une meilleure compréhension du rôle de chaque secteur dans la création d'emploi. La rigueur de l'analyse dépend des données et s'appuie souvent sur des tableaux entrées-sorties et des matrices de responsabilité sociale (quand elles existent). Vue sous cet angle, l'occasion d'intensifier une croissance porteuse d'emplois au niveau du pays est rarement uniforme à l'échelle de l'ensemble de l'économie. Les secteurs économiques sont différents et leurs résultats sont souvent interdépendants avec les secteurs sociaux comme l'éducation quand il s'agit de fournir une main d'œuvre qualifiée pour répondre à la demande du marché ou du secteur des soins de santé.

26 Voir, par exemple, "Impact assessment at the sector level", dans section 3, BIT (2009), *Country level rapid impact assessment of crisis on employment – A guide*, BIT, Genève.

■ **Domaine politique 2: le cadre réglementaire.**

Un autre domaine politique essentiel pour lutter contre l'informalité est le cadre réglementaire. La législation du travail se situe au cœur du débat politique autour de la croissance de l'informalité. Pour certains analystes, la réglementation du marché du travail est une manière d'imposer des coûts excessifs et des contraintes aux acteurs économiques qui, en réaction, cherchent à échapper à ces coûts en se réfugiant dans l'économie informelle. Dans cette optique, les coûts de transaction de l'économie formelle pour les petites entreprises et les travailleurs établis à leur compte excèdent probablement les avantages que ces sociétés pourraient tirer du système légal. Toutefois, à mesure que ces entreprises grandissent ou font davantage appel au capital, la nécessité de participer à des instances qui protègent la propriété, font respecter des contrats, donnent accès à un crédit à bon marché ou mutualisent les risques ne cesse de progresser. Lorsque les avantages de la formalité compensent les coûts, il est probable que le niveau de l'informalité décline²⁷. Cette approche peut fournir des idées utiles sur la manière dont l'environnement régulateur en vigueur peut influencer la croissance de l'informalité, mais elle est contredite par les conditions historiques dans lesquelles l'informalité a progressé au cours des années 1980 et 1990. En effet, c'était précisément une époque où la réglementation du marché du travail s'est estompée dans les pays en développement et où l'informalité s'est développée simultanément pendant ces deux décennies²⁸.

D'autres analystes, pour leur part, attribuent la progression de l'informalité au cours de la même période aux conséquences de la généralisation des modèles économiques néo-classiques de l'époque: un recul de la réglementation des marchés financiers et du travail, les privatisations, la suppression des obstacles au libre-échange et des politiques macro-économiques axées sur des objectifs d'inflation plutôt que sur le plein emploi. Dans cette perspective, la combinaison de ces mesures politiques a entraîné une forte croissance de l'économie informelle au cours de la période en question²⁹. Le dosage macro-économique pour inverser la tendance doit dès lors prendre en compte une bonne gouvernance du marché du travail grâce à une réglementation efficace du travail, adaptée aux contextes spécifiques des pays. Il s'agit d'une approche qui s'inscrit assez bien dans la ligne de l'Agenda du travail décent, où la garantie et la reconnaissance des droits des travailleurs, des travailleurs établis à leur compte et des employeurs qui ne bénéficient pas de protection dans l'économie informelle est considérée comme une étape importante pour sortir de l'informalité. Les exemples de l'Argentine et du Brésil prouvent que la réduction de l'informalité n'a pas pris la forme d'une dérégulation systématique du marché du travail mais plutôt d'une régulation de meilleure qualité et plus efficace. Pour plus de détails, voir les notes techniques de la section le Cadre réglementaire.

■ **Domaine politique 3: dialogue social, organisation et représentation.**

Le dosage macro-économique visant à réduire l'informalité et la pauvreté exige un environnement où le dialogue social peut s'épanouir. Le dialogue social sous-tend la bonne gouvernance et la prise de décision démocratique en matière de marché du travail. La définition de la politique sur le plan de l'économie informelle demande que les acteurs soient en mesure de s'organiser, d'exprimer leurs besoins, de faire valoir leurs droits et de s'engager effectivement au sein de plateformes de dialogue social. Les gouvernements ont un rôle essentiel à jouer en mettant en place le cadre du dialogue social, dont la garantie du respect des droits fondamentaux de la liberté d'association et du droit à la négociation collective. Pour plus

27 Heintz et Pollin 2005, Les partisans de ce point de vue incluent Levenson and Maloney 1998, Loayza 1996, Srte 2000, de Soto 2000.

28 Voir la section Ressources : Heintz, J. et Pollin, R. 2005.

29 Ibid.

de détails, voir les notes techniques spécifiques sous le thème du dialogue social, de l'organisation et de la représentation.

■ **Domaine politique 4: promotion de l'égalité et lutte contre la discrimination.**

Faire reculer l'informalité signifie lutter contre les facteurs qui poussent les nombreux groupes vulnérables vers l'économie informelle. La discrimination que le marché de l'emploi exerce à l'égard des femmes pauvres, des jeunes, des handicapés, des groupes ethniques ou des migrants contraint souvent ces travailleurs à se concentrer dans l'économie informelle. Le contexte politique et juridique doit éliminer cette discrimination dans le marché de l'emploi formel et permettre d'y accéder grâce à des stratégies ciblées dans tous les domaines politiques. Des stratégies générales et des mesures ponctuelles ciblées peuvent s'avérer nécessaires pour garantir un fonctionnement plus efficace des marchés du travail et donner aux groupes vulnérables l'occasion d'échapper à l'informalité. Pour plus de détails, voir les notes techniques sous le thème Promotion de l'égalité et lutte contre la discrimination.

■ **Domaine politique 5: soutien au développement de l'entrepreneuriat.**

L'esprit d'entreprise est l'une des principales sources d'emplois dans les pays en développement, mais ces entreprises sont souvent confinées dans l'économie informelle. Le défi pour les responsables politiques est de s'attaquer à l'hétérogénéité des entreprises informelles et d'avoir le bon équilibre entre les incitations à passer dans le secteur formel et les éléments qui dissuadent d'y rester. Un environnement porteur pour réduire le nombre d'entreprises informelles doit offrir – mais sans s'y limiter – la mise en place de procédures d'enregistrement simplifiées, rationnelles et économiques; un renforcement des capacités des entreprises pour permettre le respect des règles et l'amélioration des conditions de travail; des incitations fiscales; un accès aisé aux formations qualifiantes, un système de microfinance, des services de conseils aux entreprises, des informations sur les marchés, les technologies, les ressources de production, la protection sociale et les opportunités commerciales. Pour plus de détails, voir les notes techniques dans la section Entrepreneuriat, renforcement des capacités, finance.

■ **Domaine politique 6: extension de la protection sociale.**

Une caractéristique constitutive de l'informalité est l'absence d'accès, ou l'accès limité, à la protection sociale. Les instruments utiles pour atténuer les risques peuvent avoir des incidences majeures sur la réduction de la pauvreté et de l'informalité. La protection sociale est un moyen de redistribuer les bénéfices de la croissance économique et elle constitue un élément essentiel du renforcement de la demande globale et de la réduction du risque de pauvreté. Il existe tout un éventail d'instruments souvent utilisés dans des combinaisons différentes pour toucher les segments les plus vulnérables de la société concentrés dans l'économie informelle.

La protection sociale, à la fois sous la forme d'assurances contre les risques et de politique de stabilisation des revenus, comme les plans de garantie d'emploi, a de nombreux effets multiplicateurs sur l'économie locale. Elle augmente le revenu disponible des ménages, réduit la vulnérabilité aux chocs, stimule la demande de produits et services de l'économie locale qui, à son tour, peut augmenter l'emploi et les revenus au sein des communautés pauvres.

La récente Recommandation de l'OIT sur la protection sociale : Recommandation concernant les socles nationaux de protection sociale 2012 (n° 202) renvoie clairement à l'obligation pour les stratégies de sécurité sociale de viser

les personnes travaillant dans l'économie formelle et informelle et de soutenir la croissance de l'emploi formel et la réduction de l'emploi informel³⁰.

Diverses mesures de protection sociale dans différents pays ont un impact considérable sur la réduction de la vulnérabilité dans l'économie informelle. L'Inde, par exemple, évolue vers une couverture sociale minimum pour tous les travailleurs informels³¹ et a simultanément mis en place un plan national de garantie de l'emploi rural qui propose jusqu'à 100 jours de travail. Les deux stratégies réduiront significativement la vulnérabilité des ménages pauvres. Le Ghana et la Thaïlande ont tous deux pris des mesures importantes d'extension de la couverture médicale en faveur de l'économie informelle³² alors que l'Argentine, le Chili et l'Uruguay comptent parmi les nombreux pays qui cherchent à réduire la vulnérabilité des travailleurs établis à leur compte³³. Le Brésil a créé la Bolsa Familia et d'autres instruments qui couvrent une grande part de la société brésilienne. Pour plus de détails sur ces mesures et sur d'autres, voir les notes techniques sur le thème de la protection sociale.

■ **Domaine politique 7: stratégies de développement local.**

Le dernier domaine politique général concerne les stratégies de développement local. Elles constituent une opportunité sérieuse de traduire au niveau local les priorités nationales de soutien à la transition vers la formalité. Des stratégies intégrées pour échapper à l'informalité, basées sur le dialogue social, sont plus simples à mettre en place au niveau local. Une série de mesures peut être intégrée dans les stratégies de développement local comme la mise en place d'infrastructures de base, le soutien au développement de petites et micro-entreprises, la simplification de la création d'entreprises et des règles en matière d'implantation, la rationalisation des marchés publics et des procédures d'appel d'offres, l'encouragement des partenariats public-privé, le soutien à l'accès aux marchés, le ciblage des groupes défavorisés et les méthodologies faisant appel à haute intensité de main-d'œuvre. La combinaison de ces mesures et d'autres outils peuvent avoir une incidence significative sur la sortie de l'informalité au niveau local. Pour plus de détails, voir les notes techniques sur le thème du développement économique local.

Les sept politiques décrites ci-dessus doivent être adaptées aux causes essentielles et aux spécificités de l'informalité telles qu'elles se manifestent dans chacun des pays. Les domaines politiques déterminent les voies multiples vers la formalité et indiquent les politiques possibles permettant de soutenir et de compléter la croissance économique afin de permettre à cette dernière de réduire efficacement la part de l'économie informelle. Sans ces politiques, l'impact de la croissance économique ne sera que minimal.

30 Pour plus de détails au sujet de la Recommandation, voir http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID,P12100_LANG_CODE:3065524,fr:NO

31 Voir la section Ressources : BIT 2008, *The transition to formalization: Recent trends, Policy debates and good practices on the informal economy*, Proceedings of the Tripartite Interregional Symposium on the Informal Economy: Enabling Transition to Formalization, BIT, Genève, p.10.

32 Voir la note Sécurité sociale pour plus de détails.

33 Voir la section Ressources : BIT 2008, *The transition to formalization: Recent trends, Policy debates and good practices on the informal economy*, Proceedings of the Tripartite Interregional Symposium on the Informal Economy: Enabling Transition to Formalization, BIT, Genève.



Enfant vendeur, Moldavie.

Cette section fournit une liste des ressources afin de permettre au lecteur d'approfondir la question. Une bibliographie des références dans le texte suit. Des doublons sont possibles.

Instruments de l'OIT et Conclusions des conférences CIT

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964
http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=1000:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C122

Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988
http://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO:12100:P12100_INSTRUMENT_ID:312313:NO

NB: Plusieurs normes internationales du travail font explicitement référence à l'économie informelle. Le lecteur trouvera plus d'informations à ce sujet dans les notes spécifiques de ce guide.

BIT 2002, Résolution concernant le travail décent et l'économie informelle, CIT 90^e session, 2002, Genève.

http://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/GB/285/GB.285_7_2_fren.pdf

BIT 2009, Un Pacte mondial pour l'emploi.

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meeting-document/wcms_115077.pdf

BIT 2010, Conclusions concernant la discussion récurrente sur l'emploi 2010, CIT 99^e session, Genève.

http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/99thSession/comm_reports/lang-fr/index.htm

Publications pertinentes

Carr.M. Chen, M. 2001, Globalization and the informal economy: How global trade and investment impact on the poor, WIEGO WP Series, mai.

http://natlex.ilo.ch/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/publication/wcms_122053.pdf

Chen, MA 2007, *Rethinking the Informal Economy: Linkages with the Formal Economy and the Formal Regulatory Environment*, DESA Working Paper N° 46.

http://www.un.org/esa/desa/papers/2007/wp46_2007.pdf

Chen, M. Vanek, J. Heintz, J. 2006, Informality Gender and Poverty: A global picture. *Economic and Political Weekly*, mai 27 2006, 2121-2139.

<http://wiego.org/sites/wiego.org/files/publications/files/Chen-Vanek-Heintz-Informality-Gender-Poverty.pdf>

Epstein, 2009, *Rethinking Monetary and Financial Policy*, Secteur de l'emploi, Documents de travail, n° 37, BIT, Genève.

<http://www.ilo.org/public/english/employment/download/wpaper/wp37.pdf>

- Fields, G., 2007, *Labour market policy in Developing Countries*, Policy Research Working Paper, Washington D.C., Banque mondiale.
[http://books.google.ch/books?hl=en&lr=&id=w89HOBQnZjkC&oi=fnd&pg=PA3&dq=Fields,+G.,+2007,+Labour+market+policy+in+Developing+Countries,+Policy+Research+Working+Paper+\(Washington:+World:+Bank\)&ots=act91Uqj13&sig=6htaxOzknM3JbuVtT57WeV8rvCo#v=onepage&q&f=false](http://books.google.ch/books?hl=en&lr=&id=w89HOBQnZjkC&oi=fnd&pg=PA3&dq=Fields,+G.,+2007,+Labour+market+policy+in+Developing+Countries,+Policy+Research+Working+Paper+(Washington:+World:+Bank)&ots=act91Uqj13&sig=6htaxOzknM3JbuVtT57WeV8rvCo#v=onepage&q&f=false)
- Heintz, J., 2009, *Employment, Poverty, and Economic Policy in the Context of Widespread Informality*, Documents de travail, Secteur de l'emploi, BIT, Genève.
- Heintz, J. et Pollin, R. 2008, *Targeting employment expansion, economic growth and development in Sub-Saharan Africa: Outlines for an alternative economic programme for the region*, (Addis Ababa: UNRCA).
- Heintz, J. et Pollin, 2005, "Informalization, economic growth, and the challenge of creating viable labor standards in developing countries", dans Neema Kudva et Lourdes Beneria (eds.), *Rethinking Informalization: Poverty, Precarious Jobs and Social Protection*, Cornell University Open Access Repository.
<http://ecommons.library.cornell.edu/bitstream/1813/3716/1/Rethinking%20Informalization.pdf>
- Horn, Z.E., 2009, *No Cushion to Fall Back On: The global economic crisis and informal workers*, Inclusive cities Series, août 2009.
http://www.inclusivecities.org/pdfs/GEC_Study.pdf
- Horn, Z.E., 2010, *The effects of the global economic crisis on women in the informal economy: research findings from WIEGO and Inclusive cities partners*, dans *Gender and Development*, Volume 18, Issue 2, 2010.
<http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13552074.2010.491339>
- BIT 2008, *The transition to formalization: Recent trends, Policy debates and good practices on the informal economy*, Proceedings of the Tripartite Interregional Symposium on the Informal Economy: Enabling Transition to Formalisation, BIT, Genève.
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_policy/documents/meetingdocument/wcms_125519.pdf
- BIT 2012, *Tendances mondiales de l'emploi 2012*, BIT, Genève.
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_168092.pdf
- Lapeyre, F., 2009, *Growth, employment and poverty reduction: The ILO contribution to alternative development thinking*, BIT/ILSS, Genève.
- Lee, S., McCann, D (eds). 2011, *Regulating for Decent Work: New Directions in Labour Market Regulation*, BIT, Genève.
- Banque mondiale, *Commission sur la croissance et le développement*.
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTABOUTUS/ORGANIZATION/EXTPREMNET/0,,contentMDK:23224987~pagePK:64159605~piPK:64157667~theSitePK:489961,00.html>

Outils

BIT 2009, Country Level Rapid Assessment of Crisis on Employment. BIT, Genève.
http://www.ilo.org/employment/Whatwedo/Instructionmaterials/lang--en/docName--WCMS_114417/index.htm

BIT 2009, Guide Genre et politiques d'emploi, BIT, Genève.
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/documents/instructionalmaterial/wcms_182486.pdf

BIT/IILS. 2010, Promoting Employment Recovery While Meeting Fiscal Goals, BIT, Genève.
<http://www.ilo.org/public/english/bureau/inst/download/promoting.pdf>

BIT 2011, Statistical update on employment in the informal economy.
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---stat/documents/presentation/wcms_157467.pdf

BIT 2012, Employment Diagnostic Analysis: A methodology guide, BIT, Genève.
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/documents/publication/wcms_177130.pdf

BIT 2012, Guide pour la formulation des politiques nationales de l'emploi, CIF-OIT Italie.
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_policy/documents/publication/wcms_188049.pdf

BIT et WIEGO (à paraître) Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture 2012.

Références

Berg, J. 2011, Laws or Luck? Understanding Rising Formality in Brazil in the 2000s, In *Regulating for Decent Work: New Directions in labour market regulation*, S. Lee and D. McCann (eds.), BIT et Palgrave MacMilan 2011.

Carr.M. Chen, M. 2002, *Globalization and the informal economy: How global trade and investment impact on the poor*, Documents de travail 2002/1, Secteur de l'emploi, BIT, Genève.

Charmes, J. 2000, Size, Trends and Productivity of Women's Work in the Informal Sector, document présenté à la Conférence annuelle d'IAFFE, Istanbul.

Chen,M. 2007, Rethinking the Informal Economy: *Linkages with the Formal Economy and the Formal Regulatory Environment*, DESA Document de travail N° 46, p. p.11.

Chen,M. Vanek,J. Heintz,J. 2006, Informality Gender and Poverty: A global picture. *Economic and Political Weekly*, 27 mai 2006, 2121-2139.
<http://wiego.org/sites/wiego.org/files/publications/files/Chen-Vanek-Heintz-Informality-Gender-Poverty.pdf>

Delgado, Guilherme, Ana Carolina Querino, André Campos, Fábio Vaz, Leonardo Rangel et Matheus Stivali. 2007, "Avaliação do Simples: Implicações à formalização previdenciária," IPEA, Texto para Discussão, no. 1277.

Epstein, G.; Heintz, J., Ndikumana, L. et Chang, G. 2009, Employment, Poverty and Economic Development in Madagascar: A Macroeconomic Framework, Secteur de l'emploi, Document de travail, BIT, Genève.

Epstein, G, 2009, *Rethinking Monetary and Financial Policy*, Secteur de l'emploi, Document de travail, N° 37, BIT, Genève.

Frenkel,R et Ros,J 2006, Unemployment and the Real Exchange Rate in Latin America, *World Development* 34(4):631-646.

Heintz, 2009, Employment, Poverty, and Economic Policy in the Context of Widespread Informality, Secteur de l'emploi, Document de travail, BIT, Genève.

Heintz, J. et Pollin,R. 2005, "Informalization, economic growth, and the challenge of creating viable labor standards in developing countries", dans *Rethinking Informalization: Poverty, Precarious Jobs and Social Protection*. N. Kudva et L.Beneria (eds.) Cornell University Open Access Repository.

Heintz, J. et Pollin, R. 2008, Targeting employment expansion, economic growth and development in Sub-Saharan Africa: Outlines for an alternative economic programme for the region, (Addis Ababa: UNRCA).

Horn, Z. 2012, The effects of the global economic crisis on women in the informal economy: research findings from WIEGO and Inclusive cities partners, dans *Gender and Development*, Volume 18, Issue 2, 2010.

BIT 2002, Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture, BIT, Genève.

BIT 2008, The transition to formalization: Recent trends, Policy debates and good practices on the informal economy, Proceedings of the Tripartite Interregional Symposium on the Informal Economy: Enabling Transition to Formalisation, BIT, Genève.
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_policy/documents/meetingdocument/wcms_125519.pdf

BIT 2009, *The informal economy in Africa: Promoting transition to formality - Challenges and strategies*, BIT, Genève.
http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp/@emp_policy/documents/publication/wcms_127814.pdf

BIT 2010, Rapport VI Politiques d'emploi pour la justice sociale et une mondialisation équitable; rapport relatif à la question récurrente sur l'emploi 2010, rapport présenté à la Conférence internationale du Travail, 99e session, 2010.

BIT 2011, A Statistical update on employment in the informal economy, BIT, Genève.

BIT 2012, Tendances mondiales de l'emploi 2012, BIT, Genève.

BIT et WIEGO. (à paraître), Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture, 2012.

FMI 2010, Perspectives de l'économie mondiale 2010: Rééquilibrer la croissance, Washington, FMI.

Lee,S, McCann,D. (eds) 2011, Regulating for Decent Work: New Directions in Labour Market Regulation, BIT, Genève.

Majid, N. 2011, The Global Recession of 2008-09 and Developing Countries, dans *From the Great Recession to Labour Market Recovery: Issues, Evidence and Policy Options*.

Tajgman, D et J de Veen 1998, Employment - Intensive Infrastructure Programmes: Labour Policies and Practices, BIT, Genève.

Banque mondiale, Commission sur la croissance et le développement.
<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/EXTABOUTUS/ORGANIZATION/EXTPREMNET/0,,contentMDK:23224987~pagePK:64159605~piPK:64157667~theSitePK:489961,00.html>

Table des matières:

Remerciements / Avant-propos / Préface / Comment utiliser ce guide / Acronymes

PARTIE I: Les concepts

1. Travail décent et économie informelle

1.1 Questions conceptuelles clés

2. Mesure de l'économie informelle

2.1 Relever les défis statistiques

PARTIE II: Politiques d'appui aux transitions vers la formalité

3. Stratégies de croissance et création d'emplois de qualité

3.1 Modèles de croissance économique et économie informelle

4. Le cadre réglementaire et l'économie informelle

(A) Normes internationales du travail

4.a1 Cadre réglementaire et l'économie informelle: définir un socle social pour tous les travailleurs

4.a2 Normes internationales du travail: pour que la loi s'étende aux travailleurs non protégés

4.a3 Comprendre la relation de travail et son impact sur l'informalité

(B) Groupes spécifiques

4.b1 Travailleurs domestiques: stratégies pour surmonter les lacunes de la réglementation

4.b2 Travailleurs à domicile: réduire les vulnérabilités par l'extension et l'application de la loi

4.b3 Vendeurs ambulants: innovations en matière réglementaire

4.b4 Micro et petites entreprises (MPE), informalité et droit du travail: réduire les lacunes en matière de protection

4.b5 Stratégies pour transformer le travail non déclaré en travail réglementé

(C) Administration du travail

4.c1 Administration du travail: surmonter les défis pour atteindre l'économie informelle

4.c2 Inspection du travail et économie informelle: des innovations à portée de main

5. Organisation, représentation et dialogue

5.1 Dialogue social: promouvoir la bonne gouvernance dans l'élaboration des politiques en matière d'économie informelle

5.2 Le rôle des organisations d'employeurs et des associations de petites entreprises

5.3 Syndicats: atteindre les populations marginalisées et exclues

5.4 Coopératives: un tremplin pour sortir de l'informalité

6. Promotion de l'égalité et lutte contre la discrimination

6.1 Promouvoir l'autonomisation des femmes: sortir de l'informalité par la voie sexospécifique

6.2 Travailleurs migrants: cadres politiques pour une migration régulée et formelle

6.3 Handicap: des approches inclusives pour un travail productif

7. Entrepreneuriat, renforcement des capacités et finance

7.1 Entreprises informelles: soutiens à la politique d'encouragement à la formalisation et à la mise à niveau

7.2 Amélioration des compétences et employabilité: faciliter l'accès à l'économie formelle

7.3 Microfinance: stratégies ciblées pour sortir de l'informalité

8. Extension de la protection sociale

8.1 Etendre la couverture de sécurité sociale à l'économie informelle

8.2 VIH/Sida: mettre fin à la discrimination et à l'exclusion économique

8.3 Etendre la protection de la maternité à l'économie informelle

8.4 La garde des enfants: un soutien essentiel à l'amélioration des revenus

9. Stratégies de développement local

9.1 Développement local: Mécanismes de soutien intégré pour sortir de l'informalité